Bilan de l’année 2007 en Hongrie

Par JFB le mar 15/01/2008 - 11:37

Encore une année pendant laquelle de nombreux scandales ont fait la une de la presse hongroise. Le thème le plus controversé a sans doute été la réforme de l’assurance maladie, suivi par les mouvements d’extrême droite, notamment la Magyar Gárda. Outre les perturbateurs, les garants de l’ordre - les policiers hongrois - n’ont pas non plus reçu beaucoup de compliments en 2007.

En janvier

De nouveaux fonds européens arrivent

22,4 milliards d’euros de subvention européenne sont généreusement mis à la disposition de la Hongrie dans le cadre du projet „Nouvelle Hongrie”. Un quart de ce budget, qui doit être dépensé entre 2007 et 2013, servira au développement du transport, comme par exemple la construction des nouvelles autoroutes ou la ligne 4 du métro de Budapest. Le gouvernement consacre approximativement la même somme à la modernisation des collectivités locales. La Hongrie est le deuxième grand bénéficiaire des fonds européens, derrière la République tchèque, pour cette même période.

Le 15 janvier

Les subventions pharmaceutiques baissent

Le gouvernement diminue le montant des subventions aux industries pharmaceutiques de 388 milliards à 324 milliards de HUF. Parallèlement à cette mesure, une nouvelle taxe de 12% sur le montant du remboursement des

médicaments par la sécurité sociale est imposée aux laboratoires qui doivent aussi payer 5 millions de HUF pour chaque visiteur médical au lieu des 16 000 HUF forfaitaires en vigeur auparavant. La nouvelle loi oblige les médecins à conseiller toujours le médicament le moins cher aux patients. La distribution des médicaments change à partir de janvier: environ 300 types de médicaments ne nécessitant pas d'ordonnance sont désormais en vente libre dans des endroits agréés (supermarchés, stations services, etc).

Le 6 février

Un rapport inquiétant sur les manifestations est publié

Le comité parlementaire chargé de l'analyse de l'activité de la police lors des manifestations de 2006 publie son rapport qui dévoile que des fautes graves ont été commises par la police. Celle-ci aurait volontairement poussé un groupe de perturbateurs vers la commémoration du Fidesz le 23 octobre 2006. Les manifestations qui ont eu lieu tout au long de l'année 2007 ont rencontré moins d'agressivité de la part de la police.

A partir 15 février

Les consulations médicales deviennent payantes

Pour la consultation chez un généraliste 300 forints sont à la charge du patient, idem pour une nuit d'hôpital. Et le patient doit payer 600 forints pour une visite chez un spécialiste. Les visites sont entièrement remboursées dans certains cas: les moins de 18 ans, les chômeurs, les malades chroniques, les femmes enceintes. Pour atténuer le déficit budgétaire et établir une répartition équilibrée des hôpitaux sur le territoire, 16 000 lits d'hôpitaux sont supprimés, ce qui entraîne la fermeture de certains établissements.

Le 23 février

Malév est privatisée

Airbridge Zrt., compagnie de l’entrepreneur russe Boris Abramovits, achète la société aérienne hongroise Malév Zrt., dont les dettes s'élevaient à 11 milliards de HUF en 2006. Le nouveau propriétaire a versé 200 millions de HUF dans l’entreprise, dont le déficit est retombé à 7 milliards de HUF cette année.

Le 25 mars

Kóka devient président du SzDSz

Bien qu’il ne soit membre du SzDSz que depuis un an, le ministre de l’économie et des transports, János Kóka, devient le président du parti libéral SzDSz. Son prédécesseur, Gábor Kuncze, qui dirigeait le parti depuis 15 ans, ayant en effet décidé de quitter son poste. Deux candidats très différents se présentent à sa succession: le politicien modéré et intellectuel, Gábor Fodor, membre du SzDSz depuis 1993 et l’homme d’affaires, ministre de l’économie et des transports János Kóka. C'est avec une très faible majorité que Kóka remporte finalement ces élections. Gábor Fodor se console en devenant ministre de l’environnement. János Kóka fait une promesse électorale qu’il ne partage pourtant qu’en été avec le grand public : il démissionnera de son poste ministériel le 31 décembre pour pouvoir se consacrer à son parti. Son secrétaire d’État, Csaba Kákossy, a repris son portefeuille dès le 1er janvier 2008.

Le 3 avril

On fore la ligne de métro 4

Avec un retard de six mois, deux forets gigantesques commencent à donner forme à la voie finale du métro 4, dont le maire de Budapest, Gábor Demszky, a reporté l’inauguration de 2009 à 2010, puis à 2011. Paralèllement, les frais de la construction augmentent considérablement, passant des 195 milliards de HUF initialement prévus en 2002 à 485,6 milliards de HUF, dont 265 milliards sont pris en charge par l’Union européenne.

Le 8 mai

Fodor renforce son ministère

Le nouveau ministre de l’environnement, Gábor Fodor, promet des changements dans un domaine considéré comme l’un des plus délicats après la politique neutre portée par son prédécesseur, Miklós Persányi. Un premier pas est franchi lorsqu'il demande à l’Autriche de rendre plus stricte la réglementation de la protection des eaux d’une usine qui rejette des matières polluées dans la rivière Rába, à proximité de la frontière hongroise. Puis, il négocie avec l’Allemagne le renvoi des ordures déposées illégalement en Hongrie par des entreprises allemandes.

Le 19 mai

Crise de la police

Vendredi 4 mai, l'une des banques de la place Széna est le théâtre d’un hold-up. Lors de l’arrestation du braqueur, l’un des policiers profite de la confusion et des fumigènes pour dérober quelque 500 000 forints dans la caisse. Filmé par les caméras de surveillance de la banque, le policier en question déclare regretter son geste et restitue la somme. La même semaine, cinq policiers sont impliqués dans le viol d’une jeune fille de 21 ans, E. Zsanett dans une rue près du Múzeum krt. (fin décembre le tribunal a clos l’affaire faute de preuve). Après ces évènements, le Premier ministre, Ferenc Gyurcsány, renvoie le capitaine de la police hongroise, László Bene, et celui de Budapest, Péter Gergényi, dont le professionnalisme avait déjà été critiqué lors des manifestations de 2006.

Le 22 juin

Journaliste battue

Des promeneurs trouvent la journaliste Irén Kármán battue et ligotée sur les quais du Danube. Journaliste d’investigation spécialisée dans des affaires de trafic d’hydrocarbures, déclare que c'est probablement la mafia qui l’a attaquée. Cependant, la police a découvert que ses accusations étaient excessives. De plus, la jeune femme a eu une liaison avec l'un des „entrepreneurs” critiqués dans son livre, Tamás Portik.

Le 25 juin

OMV achèterait MOL

En juin, la société autrichienne OMV déclare sa volonté de devenir propriétaire de la société de pétrole hongroise MOL après avoir doublé sa participation dans l'entreprise hongroise en passant de 10 à 20%. Bien que MOL refuse la proposition, OMV fait une nouvelle proposition d'achat en septembre. Pour éviter que les Autrichiens soient majoritaires, le gouvernement hongrois élabore la loi „lex MOL", que Bruxelles critique fortement car elle va à l'encontre du principe de la libre circulation des capitaux. La Commission européenne oblige la Hongrie à changer la „lex MOL" avant la mi-janvier 2008.

Le 7 juillet

Attaque contre les homosexuels

De nombreux manifestants sont agressés lors de la Gay Pride de Budapest, au cours de laquelle le secrétaire d'État Gábor Szetey dévoile publiquement son homosexualité. Après ces évènements, un débat débute au Parlement sur la légalisation de la relation des partenaires de même sexe en adoptant une loi semblable au PACS. La décision-symbole qui souligne que l'État accepte l'homosexualité, ne naît finalement qu'en hiver et ne permettra le concubinage qu'à partir de janvier 2009.

Le 12 juillet

La Magyar Gárda se forme

L'Association Culturelle Magyar Gárda est désormais officiellement enregistrée et ses 56 premiers membres défilent en uniforme lors de l'intronisation du groupuscule en août. Selon son président, Gábor Vona, qui dirige la fomation d'extrême droite, la création de cette garde a été organisée „afin de porter un vrai changement de régime et de secourir la Hongrie" en tant qu'association paramilitaire. Le 22 octobre plusieurs centaines de nouveaux membres adhèrent à la Magyar Gárda. Cependant, ces derniers ne pourront „défendre la Hongrie" très longtemps. En décembre, après deux manifestations illégales contre la „criminalité tzigane", le Parquet de Budapest

entame des poursuites à l’encontre de la Gárda afin de dissoudre cette organisation.

Le 2 août

Un nouveau quartier gouvernemental se construit

Un jury d’experts décide le 2 août que le quartier gouvernemental devrait être construit à côté de la Gare de l’Ouest, sur la base des plans hongro-japonais. Le complexe de bureaux accueillera tous les ministères, à l’exception du bureau du Premier ministre, sur 160 000 m2 pour faciliter leur collaboration. Le projet sera réalisé d’ici 2009 pour un budget de 124 milliards de HUF. Mais le doute plane encore sur la réalisation effective du projet.

En septembre

Des écoles ferment

Plus de 500 établissements scolaires ferment dès le mois de septembre et environ 8 000 professeurs sont renvoyés. De plus, on augmente le nombre des cours obligatoires des professeurs de 20 à 22 heures. Le gouvernement se justifie par des effectifs en baisse de 20 000 enfants lors de la rentrée scolaire de 2007. Les professeurs manifestent car selon eux les mesures détériorent grandement le niveau de l’enseignement. Le 17 octobre des étudiants de plusieurs universités manifestent contre l’introduction des droits de scolarité dans l’enseignement supérieur.

Le 14 septembre

Sarkozy sur la terre de ses ancêtres

Nicolas Sarkozy est à Budapest dans le cadre d’une visite officielle durant laquelle il rencontre le président hongrois László Sólyom et le premier ministre Ferenc Gyurcsány pour évoquer, notamment, la future présidence française de l’Union européenne. Le Président français fait un discours au Parlement et il visite, aux côtés du maire de Budapest Gábor Demszky, le chantier de la ligne 4 du métro, dont la construction du tunnel a été confiée au français Vinci.

(photo: Clément Saccomani)

Le 21 septembre

Zuchlag arrêté

Le député MSZP, János Zuschlag, est arrêté avec ses compagnons le 21 septembre. Le député, qui est également président du MSZP dans le département de Bács-Kiskun, est accusé d'avoir touché des subventions de façon illégale dans le cadre d'une fondation fictive. Le premier ministre réagit à ce scandale en proposant une vaste réforme de la rémunération des députés et du financement des partis et des organisations politiques. Le Parlement refuse finalement la majorité des changements proposés, et ce sont les citoyens qui seraient amenés à se prononcer sur ces questions lors d'un référendum prévu en 2008.

En octobre

Réglementation des accouchements à domicile

Un accouchement à domicile a bien failli tourner au drame. Cet événement est intervenu juste après qu'un autre bébé ne meure lors d'un accouchement avec la sage-femme Ágnes Geréb. Ces faits divers ont retenu l'attention sur le manque de réglementation des naissances à domicile. Accouchements dénoncés par les médecins mais que cependant aucune loi n'interdit. En novembre la ministre de la santé Ágnes Hováth, parvient à faire accepter sa proposition de loi qui définit les conditions de l'accouchement à domicile à partir de janvier 2008.

Le 21 novembre

Grèves, manifestations

Des dizaines de milliers d'employés participent à la grève organisée par le syndicat Liga: les professeurs, les employés du secteur énergétique et les chauffeurs de bus s'expriment contre la réforme de la santé. Des employés des chemins de fer Máv cessent le travail pour manifester contre la fermeture de 38 lignes ferroviaires secondaires envisagée par le ministère de l'économie et des transports. Bien que le

ministère ait promis, le 20 novembre, de ne pas interrompre le trafic sur ces lignes, les employés déclarent que sans garantie ils maintiendraient la grève.

Le 17 décembre

Santé votée

Lors du dernier jour ouvré pour les parlementaires avant les vacances de Noël, ces derniers ont voté la loi sur la réforme de la santé publique, dont le rejet aurait pu mettre fin à la coalition MSZP–SZDSZ et aurait également pu valoir son poste à Ferenc Gyurcsány. Finalement avec 204 pour et 198 contre, le Parlement donne sa bénédiction au nouveau modèle de multiassurances de la sécurité sociale. Les nouvelles sociétés d'assurance recruteront les clients à partir de mars 2008 et débuteront leur activité réelle en 2009.

Le 21 décembre

Schengen s'ouvre à l'Est

Les contrôles aux frontières vers la Slovénie, la Slovaquie et l'Autriche disparaissent à partir du 21 décembre suite à l'élargissement de l'espace Schengen qui concerne - outre la Hongrie - l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie, soit 3,6 millions de km2. La Hongrie doit défendre les frontières orientales de Schengen. Les contrôles sont donc renforcés entre la Hongrie et l'Ukraine, la Roumanie, la Croatie et la Serbie.

- 2 vues

Catégorie
Agenda Culturel